

Lutte de classe

Défense des enseignements de la Commune de Paris 1871

Introduction.

J'avais commencé la rédaction de ce texte il y a environ un mois sans trouver le temps de l'achever. Entre temps a eu lieu le congrès de fondation du Parti ouvrier indépendant, pour cette raison à la fin de ce document j'y fais référence car j'ai constaté qu'il y avait de nombreuses analogies entre le contenu de l'article dont je traite ici et les principes retenus lors de ce congrès, ce qui n'est évidemment pas un hasard.

Ce document a pour principal objectif de rappeler les enseignements essentiels de la Commune de Paris de 1871 dont la plupart demeurent d'actualité, et de combattre l'entreprise révisionniste du comité pour un Parti ouvrier indépendant (POI), qui par la plume de Pierre Jeanneney a commis une série d'articles parus dans l'hebdomadaire du Parti des travailleurs (PT), *Informations ouvrières* du 24 avril au 15 mai 2008 (n°842 à 846 inclus, page 16). Ces articles avaient pour unique objet de remettre au goût du jour le réformisme qui a été caractérisé comme une idéologie étrangère à la classe ouvrière et combattue comme telle (R. Luxemburg et V. Lénine), et de faire la promotion « *de l'unité des forces de progrès* » qui pêle-mêle regroupent des éléments appartenant à toutes les classes sociales, y compris la bourgeoisie.

J'ai écrit récemment que la modestie n'était décidément pas le point fort de ceux qui se réclamaient du marxisme depuis la disparition de Trotsky, et je constatais parallèlement que ceux qui entendaient nous délivrer un nouvel enseignement sur la lutte des classes ne manquaient pas une occasion de réécrire l'histoire du combat révolutionnaire du prolétariat en s'éloignant de son objectif historique.

En guise de rappel, voici comment il figurait dans l'*Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs* (AIT), en 1864, intitulée : *La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière.*

« *Considérant en outre :*

- *Que contre ce pouvoir collectif des classes possédantes le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé à tous les anciens partis formés par les classes possédantes ;*
- *Que cette constitution de la classe ouvrière en parti politique est indispensable pour assurer le triomphe de la révolution sociale et de son but suprême : l'abolition des classes ;*
- *Que la coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans sa lutte contre le pouvoir politique de ses exploiters,*

la Conférence rappelle aux membres de l'Internationale que, dans l'état militant de la classe ouvrière, son mouvement économique et son action politique sont indissolublement unis. ».

Vous aurez compris immédiatement que l'objectif de Jeanneney et du POI n'a plus rien à voir avec celui que s'était donné l'AIT, Marx et Engels. Encore moins évidemment avec les enseignements qu'ils tireront de la Commune.

Pour préparer ce document j'ai relu plusieurs ouvrages : *La guerre civile en France*, 1871 de Marx, *La Commune de Paris*, correspondance de Marx et Engels, mais aussi avec d'autres acteurs de la lutte des classes de cette époque, avant, pendant et après la Commune, plus des discours de l'AIT, *Le Manifeste communiste* de Marx, 1848, *Leçon d'Octobre* de Trotsky, 1924, *L'Etat et la révolution* de Lénine, 1919, et quelques autres que j'ai consultés rapidement.

Je me suis donné pour objectif en composant ce texte, de réfuter la thèse selon laquelle le combat du prolétariat se limiterait à des réformes, et que pour le mener à bien l'unité la plus large allant de républicains et démocrates à des trotskistes ou marxistes serait nécessaire. Pierre Jeanneney a cru bon de rendre hommage à la Commune ou de présenter les enseignements que l'on pouvait en tirer en occultant totalement ceux de Marx, Engels et Lénine : la nécessité de construire un parti communiste pour que le prolétariat puisse conquérir le pouvoir et vaincre la bourgeoisie, et celle de détruire l'appareil de l'Etat bourgeois au lieu de s'en emparer pour le faire fonctionner pour le compte du prolétariat.

Il n'est certes pas possible de tout dire en quatre articles somme toute très courts, cependant quand on se permet de présenter un travail sur la Commune de Paris comme une « *étude historique* », le moins que l'on doive faire est d'en présenter au moins les traits essentiels au lieu de s'attarder sur le caractère particulièrement sordide des Versaillais, ce qui n'apporte rien à la compréhension des événements.

Marx et Engels avaient pronostiqué comme inévitable la fin tragique de la Commune, le prolétariat n'ayant pas eu le temps de construire un parti révolutionnaire (communiste) et le capitalisme n'étant pas suffisamment développé à cette époque. Les leçons qu'ils en tirèrent sont à mettre en parallèle avec celles de la révolution russe de 1905. C'est seulement en 1917 que le parti bolchevik dirigé par Lénine en vérifiera le bien-fondé en mettant victorieusement ces leçons en pratique. Ce sont ces leçons qu'il s'agit aujourd'hui de faire disparaître.

La grande question que chacun se pose aujourd'hui : pourquoi aucun parti ne veut reprendre à son compte ces enseignements qui ont fait leurs preuves ? Pourquoi les dirigeants des partis qui se définissent comme l'avant-garde du mouvement ouvrier ou les héritiers de la Commune et épisodiquement pour certains de la révolution d'Octobre, s'écartent-ils systématiquement de ces enseignements ? Je ne prétends pas répondre ici à ces questions qui doivent être traitées ailleurs, je m'emploie seulement à démontrer qu'en s'en écartant, ils renient les enseignements essentiels de l'expérience du mouvement ouvrier international et du marxisme. Contrairement à ce qu'ils affirment, en 2008 ce n'est pas la conscience politique du prolétariat qui est retournée au niveau de ce qu'elle était il y a un siècle ou davantage, ce sont eux qui sciemment veulent nous ramener deux siècles en arrière. Peut-être qu'en avançant en âge, ils sont engagés dans un processus psychologique et intellectuel qui les conduit inconsciemment à une régression politique sans fin.

Je n'ai pas pu m'empêcher de produire un document exempt de polémiques, car les intentions de l'auteur et de la direction du PT-POI qui consistaient à promouvoir le réformisme, sont particulièrement funestes pour le prolétariat, et si elles devaient être adoptées par l'ensemble des dirigeants, cadres ou militants conscients, par le prolétariat, elles scelleraient le sort du mouvement ouvrier et du prolétariat pour encore de très nombreuses années. On peut même aller jusqu'à dire que cette démarche qui n'a pas été adoptée par hasard est criminelle, puisqu'elle a pour fonction complémentaire d'assurer la survie du capitalisme, son auteur prend donc d'avance la responsabilité d'en partager toutes les conséquences.

Qu'il faille défendre nos conditions de vie et de travail, pas un travailleur n'y sera indifférent ou ne sera contre, mais de là à en faire le seul objectif du combat politique, de là à les privilégier systématiquement au combat pour en finir avec le régime capitaliste et les institutions en place, c'est renier ou abandonner les fondements du socialisme. A la suite de Trotsky, je pense que pour s'emparer du pouvoir, le prolétariat devra au préalable avoir acquis un niveau de conscience politique beaucoup plus élevé que celui de la bourgeoisie lorsqu'elle mis au système féodal, c'est dans cette perspective et en tenant compte de cette recommandation que j'ai rédigé ce texte.

Le réformisme dont on nous vante tant les mérites aujourd'hui, s'inscrit dans la lignée des thèses de Bernstein qui privilégiait le mouvement au détriment de la fin, de l'objectif du combat du prolétariat, ce qui explique très bien le rejet de la révolution comme moyen pour prendre le pouvoir, puisque ce n'est pas le but des social-démocrates à la mode de 2008 et l'absence de toute perspective politique au POI, à la LCR-NPA ou à LO. Jeanneney qui fait partie du comité permanent pour un POI ne s'en cache pas, pas plus que Schivardi ou désormais Gluckstein.

A l'opposé, je prétends que seule la voie de la révolution prolétarienne mise en œuvre au cours de la Commune puis perfectionnée lors de la révolution d'Octobre permettra au prolétariat d'accéder enfin au pouvoir, et que notre tâche prioritaire du moment est d'aider le prolétariat à prendre conscience de la nécessité d'abolir le capitalisme

(en relation avec l'abolition préalable des institutions), et qu'il demeure par sa nature sociale la seule classe indépendante de la bourgeoisie capable de mener à bien cette tâche.

Si j'ai utilisé de nombreuses citations dans ce texte, ce n'est pas pour donner plus de poids à mes arguments ou me donner une légitimité, cela n'aurait aucun intérêt, mais parce qu'il m'a semblé nécessaire de sortir l'artillerie lourde (Marx et Engels principalement), ceux qui demeurent à ce jour les mieux placés pour défendre le marxisme et la mémoire de tous ceux qui sont tombés au cours des combats pour la révolution prolétarienne et le socialisme.

Pour être sûr de n'avoir rien oublié dans cette présentation, je précise que je ne suis pas historien et que je prétends pas avoir produit un texte à caractère historique, je considère que ce sont les acteurs qui ont participé à la Commune qui étaient les mieux placés pour faire ce travail et qui l'ont effectué magistralement. Notre tâche devrait davantage consister à en dégager les enseignements fondamentaux qui demeurent valables pour mener à bien notre combat politique. C'est ce que j'ai essayé de faire dans ce document.

Une entreprise de négation systématique des enseignements du marxisme, des enseignements de la Commune et des révolutions de 1905 et 1917 en Russie.

Dans les articles de Jeanneney, il s'agissait à priori d'accomplir un « *devoir de mémoire* », mémoire qui se veut bien sélective en partant d'une intention et orientée dans une direction qui ne sont pas les nôtres comme nous allons le voir, et qui escamote volontairement les principaux enseignements que Marx, Engels et Lénine avaient tirés de l'expérience de la Commune de Paris. Pire, nous allons voir qu'en réalité c'est la leçon principale tirée de l'expérience de la Commune que Lénine avait mise en pratique lors de la révolution russe de 1917, qu'il fallait écarter à défaut de pouvoir la réfuter : la nécessité de construire un parti communiste, dont le *Manifeste Communiste* de 1848 servirait de base théorique, un « *parti de classe conscient, séparé de tous les autres* » (Marx-Engels), et qui prendra au cours de la lutte de classe du prolétariat en Russie au début du XXe siècle la forme du parti bolchevik, qui jouera un rôle capital pendant et après la prise du pouvoir en octobre 1917. En procédant par abstraction, la démonstration de Jeanneney aboutit à la conclusion que Marx et Engels se seraient trompés en estompant les grandes lignes du parti que le prolétariat devait construire, et indirectement disons par extension, il fournit un argument aux adversaires du léninisme qui expliquent que le bolchevisme aurait produit le stalinisme et que s'engager dans un processus similaire conduirait inévitablement au même résultat, par conséquent, la construction d'un parti de type fédératif réformiste devait constituer la seule solution valable pour le prolétariat, thèse à laquelle je ne peux évidemment pas adhérer, que je réfute et que je combattrai inlassablement.

« *Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort pour vaincre, il est nécessaire qu'il se constitue en un Parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. C'est ce que Marx et moi nous n'avons cessé de défendre depuis le Manifeste de 1848* ». (Engels à G. Trier, le 18 décembre 1889).

« *Pour qu'une révolution sociale puisse triompher, deux conditions au moins sont nécessaires : des forces productives hautement développées et un prolétariat bien préparé. Mais en 1871 ces deux conditions faisaient défaut. Le capitalisme était encore peu développé et la France était surtout un pays de petite bourgeoisie (artisans, paysans, boutiquiers, etc.). Il n'existait pas de parti ouvrier; la classe ouvrière n'avait ni préparation ni long entraînement et, dans sa masse, elle n'avait même pas une idée très claire de ses tâches et des moyens de les réaliser. Il n'y avait ni sérieuse organisation politique du prolétariat, ni syndicats et associations coopératives de masse.* » (Lénine, *À la mémoire de la Commune*, dans *La Commune de Paris*, pp. 18-19.)

« *La révolution prolétarienne ne peut triompher sans le Parti, à l'encontre du Parti ou par un succédané de Parti. C'est là le principal enseignement des dix dernières années.* » (Trotsky, *Leçons d'Octobre*, 1924)

Jeanneney (et le POI) ne part pas de l'expérience du mouvement ouvrier du XXe siècle pour déterminer la meilleure forme possible de parti ouvrier dont le prolétariat a impérativement besoin pour conquérir le pouvoir, ni des rapports entre la classe ouvrière et les partis traditionnels du mouvement ouvrier, la seule chose qui

l'intéresse ce sont les besoins alimentaires immédiats de la petite bourgeoisie, des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière qui se reconnaîtront dans le réformisme et dont il est le porte-parole.

N'importe qui se revendique historien de nos jours.

La direction d'*Informations ouvrières* a cru bon de présenter l'article que Jeanneney a produit comme une « *étude historique* », rien que cela, sans doute pour donner plus de crédibilité à ses propos, alors que ce document ne sert qu'à justifier le couronnement du tournant ouvertement réformiste engagé par le tandem Lambert-Gluckstein dès le lendemain du 10 mai 1981, qui aboutit aujourd'hui à la fondation du POI.

Le document de Jeanneney n'apporte rien à la compréhension des événements qui se sont déroulés lors de la Commune de Paris, pire, il n'en retient que le côté anecdotique et sordide, et quand il cite les premières mesures prises par la Commune, étrangement il oublie de citer le premier décret qu'elle prit : la dissolution de l'armée permanente et l'armement du peuple, sans que l'on sache réellement où il veut en venir, en dehors du lien qu'aurait eu la Commune avec le réformisme, alors que le prolétariat avait placé la barre bien plus haut en s'attaquant directement à l'appareil d'Etat bourgeois et poursuivait un autre objectif : instaurer un Etat ouvrier sur les décombres de l'Empire et dans le prolongement (la négation de la négation) de la République du 4 septembre 1870, dont Marx dira qu'elle « *s'est frayé un chemin jusqu'au cœur des classes ouvrières.* » et qu'elle « *avait cessé d'être un nom pour une cause du passé : elle était grosse d'un monde nouveau* », fallait-il encore détruire l'appareil d'Etat bourgeois resté intact et dont cette république était la représentation tout en demeurant entre les mains des ennemis du prolétariat.

Pour que le processus dialectique qui partait de la négation de l'Empire aboutisse à la Commune et soit ainsi achevé, il fallait passer par la négation de la république du 4 septembre qui avait laissé intact l'Etat bourgeois et donc le détruire pour poser les bases d'un Etat ouvrier.

Les articles de Jeanneney n'ont pas été écrits dans un but de propagande ou d'agitation politique puisqu'il s'agissait d'une « *étude historique* », dès lors il était possible de tout écrire sans craindre de choquer les âmes sensibles, notamment les faits déterminants, et il se trouve que sans ce premier décret, sans l'armement du prolétariat nous n'entendrions sans doute plus parler de la Commune de Paris dont l'existence aurait été encore plus courte (rappelons qu'elle a duré 72 jours).

Si vous avez lu ses articles, vous aurez peut-être remarqué qu'il a insisté sur la violence exterminatrice des Versaillais, mais dès qu'il s'agit du côté du prolétariat d'organiser la violence contre ses ennemis, là il démissionne ou fait acte de soumission devant le régime, comme s'il était opposé à toute violence, ce qui ne peut se traduire dans tous les cas que par l'écrasement final du prolétariat dans un bain de sang et une terrible répression.

Engels : « *la République, mais laquelle !* »

L'opposition inconciliable entre ces deux formes d'Etat, l'Etat bourgeois demeuré au lendemain du 4 septembre 1870 et l'ébauche d'Etat ouvrier qu'allait être plus tard la Commune, devait gêner aux entournures Jeanneney au point qu'il n'en fera pas vraiment état dans sa série d'articles, car y faire référence l'aurait forcé à déterminer les rapports sociaux sur lesquels reposait chacun de ces Etats et à mettre en lumière qu'ils n'étaient pas au service des intérêts de la même classe sociale. Il s'est contenté d'écrire dans l'introduction de son premier article : « *la République fut proclamée le 4 septembre 1870 à l'initiative des responsables du mouvement ouvrier de Paris et immédiatement approuvée par tous les Français.* », ce qui laisserait à penser que la classe ouvrière s'était emparé du pouvoir, or la situation était bien plus complexe que cela, Thiers et ses acolytes ne désarmaient pas pour autant, le prolétariat n'avait fait qu'occuper la place laissée vacante comme l'expliquera Marx, nous y viendrons plus loin en détails.

Je viens de relire les introductions des trois articles suivants de Jeanneney et je viens de m'apercevoir qu'ils n'avaient pas été rédigés par lui mais par la rédaction d'*Informations ouvrières*, ce qui signifie que les dirigeants du PT se sont sentis obligés de participer à cette présentation pour le moins restrictives des enseignements de la Commune. Donc, il faut apporter une légère rectification ce qui a été écrit dans le paragraphe précédent et je confirme que Jeanneney n'a à aucun moment fait référence à la nature sociale de la République proclamée le 4 septembre 1870 qui n'était ni ouvrière ni sociale.

Voyons plus précisément quel était le caractère de cette *République* :

« Le 4 septembre 1870, quand les ouvriers de Paris proclamèrent la république, qui fut presque instantanément acclamée d'un bout à l'autre de la France, sans une seule voix discordante, une cabale d'avocats en quête de places, avec Thiers pour homme d'État et Trochu pour général, s'empara de l'Hôtel de Ville. Ces gens étaient alors imbus d'une foi si fanatique dans la mission dévolue à Paris de représenter la France à toutes les époques de crise historique que, pour légitimer leurs titres usurpés au gouvernement de la France, ils crurent suffisant de produire leurs mandats périmés de représentants de Paris. Dans notre seconde Adresse sur la récente guerre, cinq jours après l'avènement de ces hommes, nous vous disions qui ils étaient. Toutefois, les véritables dirigeants de la classe ouvrière étant encore bouclés dans les prisons bonapartistes et les Prussiens déjà en marche sur la ville, Paris, pris à l'improviste, toléra cette prise du pouvoir, à la condition expresse qu'il ne serait exercé qu'aux seules fins de défense nationale. Cependant, comment défendre Paris sans armer sa classe ouvrière, sans l'organiser en une force effective et instruire ses rangs par la guerre elle-même ? Mais Paris armé, c'était la révolution armée. Une victoire de Paris sur l'agresseur prussien aurait été une victoire de l'ouvrier français sur le capitaliste français et ses parasites d'État. Dans ce conflit entre le devoir national et l'intérêt de classe, le gouvernement de la Défense nationale n'hésita pas un instant : il se transforma en un gouvernement de la Défection nationale. » (K. Marx, La guerre civile en France 1871 [La Commune de Paris], 1871)

Donc le gouvernement opta pour la *défense nationale* qui était la négation de *l'intérêt de classe* du prolétariat, dès lors il était impossible de parler d'autre chose que d'un gouvernement bourgeois au service d'une République qui l'était tout autant.

Au-delà de la personnalité du *parvenu* Thiers et de ses acolytes, il aurait fallu insister comme le fit Marx, sur la nécessité pour Thiers de défendre les intérêts de la bourgeoisie française, ce que précise Jeanneney, mais surtout de se disposer pour écraser la révolution prolétarienne qui grondait, et qui, si elle triomphait, remettrait en question les fondements des rapports sociaux d'exploitation existants, le capitalisme. A aucun moment il n'y sera fait allusion dans les articles de Jeanneney, il se contentera d'évoquer (IO 842) les menaces qui pèseront sur les « *profits* » de la grande bourgeoisie.

Il faut apporter ici une précision qui a toute son importance pour comprendre l'entreprise à laquelle se livre le PT et Jeanneney.

Comme l'indiquera plus tard Engels, la Commune de Paris ne pouvait pas vaincre, deux conditions essentielles n'étaient pas réunies : d'une part, le capitalisme n'était pas suffisamment développé, d'autre part, le prolétariat n'avait pas encore construit son parti communiste. Cependant, et c'est un paradoxe de l'histoire, le prolétariat n'avait pas d'autre alternative dans la situation de 1871 que de se lancer à la conquête du pouvoir, et à travers les articles de Jeanneney, il faut bien comprendre que c'est cette *folie héroïque* (l'expression est de Marx) et tout à fait légitime qui est visée. Et si une seule fois en quatre articles (dans le IO 843) il emploie le mot *révolutionnaire*, c'est pour le rattacher à la défense de la démocratie (bourgeoise), juste après avoir fait l'apologie du réformisme dans le paragraphe précédent. Cela ressemble à s'y méprendre à une infâme manipulation, non ? En comparaison dans *La guerre civile en France 1871 (la Commune de Paris)*, Marx parlera à de multiples reprises de la *révolution*, de la *révolution du 4 septembre*, de la *révolution des travailleurs*, d'un *renversement révolutionnaire*, à pas moins de cinq reprises il emploiera le terme *révolution* dans le second paragraphe de la page 7, et à la page suivante il évoquera avec enthousiasme *la glorieuse révolution ouvrière du 18 mars*, puis *la révolution prolétarienne*, à croire qu'il devait être révolutionnaire ! Jeanneney fait référence à cet ouvrage de Marx, donc il ne pourra pas dire qu'il n'a pas eu accès aux mêmes données que moi, il a seulement estimé qu'il n'était pas nécessaire d'insister sur le fait que la Commune était avant tout une révolution prolétarienne comme le fit Marx.

Revenons à cette République cher au coeur de Schivardi et Gluckstein, après coup, on devrait dire, leur République, qui fut *immédiatement approuvée par tous les Français*... les Versaillais compris apparemment ! Bravo ! Pour lire correctement l'article de Jeanneney, il faut avoir à l'esprit que le POI est ou sera aussi composé de républicains et de démocrates étrangers au mouvement ouvrier, et qu'il faut bien tenter de justifier d'une manière ou d'une autre leur présence, quitte à bazarder au passage les enseignements du marxisme sur la Commune.

Ce que j'essaie de mettre en évidence ici, c'est que la Commune ne fut pas à proprement parlé le prolongement de la République du 4 septembre 1870, mais sa négation positive, et que faire dépendre l'une de l'autre n'était possible qu'en camouflant les efforts que la classe ouvrière avait déployés pour abattre les obstacles qui l'empêchaient justement de passer de l'une à l'autre. Pour que la Commune existe, il fallait faire éclater le cadre dans lequel la République du 4 septembre 1870 avait vu le jour, c'est la raison pour laquelle je ne parle pas d'étapes nécessairement reliées entre elles, mais plutôt d'actions commandées par la situation elle-même dont les bases étaient demeurées inchangées.

Pour défendre leur République, ils ont besoin de la rendre la plus incolore et inodore possible, ils ne peuvent en définir avec précision la nature sociale, on peut dire en quelque sorte qu'ils reprennent à leur compte l'idée que l'Etat serait au-dessus des classes que Marx s'étaient employés à réfuter dans le *Manifeste Communiste* de 1848 puis Engels une nouvelle fois en 1884 dans *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.

Engels dans une lettre adressée à Marx du 7 septembre 1870 précisera dans quelle condition cette « République » a accouché et ce qu'il en pensait : « *ces gens prétendent aujourd'hui, parce que les victoires allemandes leur ont fait cadeau d'une république - mais laquelle !* », question que ne se pose plus depuis longtemps au PT, encore moins Jeanneney. « *Toute cette république dont l'origine est exempte de luttes, est jusqu'à présent une farce pure et simple.* ».

Extrait de la même lettre : « *Les orléanistes détiennent pratiquement le pouvoir : Trochu le commandement militaire et Kératry la police, les messieurs de la Gauche ont les postes de bavards. (...) Ce qui caractérise le piteux gouvernement de Paris c'est qu'il n'a pas non plus le courage de dire au public de manière franche où en sont les choses.* ».

Peu flatteur pour une république à mettre au compte du mouvement ouvrier, Marx et Engels ne tomberont pas dans ce travers.

Dans une autre lettre datée du 12 septembre 1870, il sera encore plus éloquent sur cette « République » et délivrera un pronostique très pertinent : « *De quelque manière que se fasse la paix, elle doit être conclue avant que les ouvriers puissent faire quelque chose. S'ils vainquent à présent - au service de la Défense nationale -, ils doivent assumer l'héritage de Bonaparte et de l'actuelle misérable république, puis ils seront inutilement battus par les armées allemandes et rejetés vingt ans en arrière (...)* ».

« *Après la paix, toutes les chances pour les ouvriers seront plus favorables qu'elles ne l'ont été avant. Mais, ne se laisseront-ils pas entraîner, sous la pression de l'attaque extérieure, à proclamer la République sociale à la veille de l'assaut contre Paris ?* », sauf que les vainqueurs prussiens ne feront pas la paix avec le prolétariat, mais concluront une « *alliance de brigands* » avec la bourgeoisie française pour écraser la Commune quelques mois plus tard.

Enfonçons le clou en produisant un extrait d'une lettre que Marx avait adressé à César De Paepe de Londres deux jours plus tard, il y brocardait les ignares qui « *parodiaient la révolution de 1793 !* » cher au cœur des dirigeants du PT. Marx poursuivait : « *Tout cet état de choses disparaîtra, je l'espère, devant la capitulation prochaine et inévitable de Paris. Le malheur des Français, même des ouvriers, ce sont les grands souvenirs ! Il faudra, une fois pour toutes, que les événements brisent ce culte réactionnaire du passé !* », parce qu'il ne s'agissait pas d'imiter le passé pour instaurer un Etat bourgeois, mais de le détruire pour instaurer un Etat ouvrier, une nuance essentielle qui échappe désormais à tous les révolutionnaires du dimanche et inévitablement aux réformistes qui exècrent la révolution prolétarienne.

Leur république et la nôtre.

Le plus grand reproche que l'on peut faire à Jeanneney et au PT, c'est de ne pas être capable de faire la part des choses, de confondre volontairement une république ouvrière avec une république bourgeoise, ce qui ne sera évidemment pas le cas de Marx et Engels, qui auront parfaitement conscience de la nature bourgeoise de la République du 4 septembre 1870.

Si la chute de l'Empire et l'avènement de la République en France fut salué comme il se devait tandis que des

monarchies en tous genres dominaient dans le reste du monde à cette époque : « La « république » - même le simple mot - a donc donné une tournure nouvelle aux événements. » (Marx à Engels le 14 septembre, 1870), ce n'était pas une raison pour perdre la tête, et Marx ne la perdit pas lors de son intervention devant le Conseil Général de l'AIT du 17 janvier 1871 : « on ne peut accueillir Favre que comme représentant de la République, et non comme un patriote sans reproche. Or, la manière avec laquelle on parle aujourd'hui de Favre le pousse sur l'avant-scène, tandis qu'on perd pour ainsi dire de vue la République. Un exemple des agissements de Favre : après la révolution de 1848, Favre fut choisi par Ledru-Rollin comme ministre de l'Intérieur, Flocon étant tombé malade. L'une des premières mesures de Favre fut de ramener l'armée à Paris, ce qui permit ensuite à la bourgeoisie de faire tirer sur les ouvriers et les écraser. »

Pour en terminer avec cet épisode au cours duquel la classe ouvrière ne réussit pas à s'emparer du pouvoir, donnons la parole à Marx qui dira lors de la Conférence de Londres le 20 septembre 1871 : « En France, cette abstention (le désintéret pour la politique) coupable a permis aux Favre, Trochu, Picard et autres de s'emparer du pouvoir le 4 septembre. ».

Les républicains appartiennent à une autre classe sociale que le prolétariat.

Selon les circonstances, les républicains sont au côté du prolétariat ou celui de ses ennemis. C'est la raison pour laquelle ils ne peuvent pas figurer dans les rangs d'un parti ouvrier « séparé de tous les autres ». On n'a pas besoin de faire beaucoup d'efforts pour comprendre pourquoi Marx et Engels insistaient tant sur ce principe depuis le *Manifeste communiste* de 1848. Ajoutons que depuis cette époque, l'histoire s'est chargée de leur donner raison à de multiples reprises. (Espagne, France, Chili, etc.)

Lors d'un exposé sur le mouvement républicain en Angleterre, le 28 mars 1871, Marx et Engels apportèrent les précisions suivantes suite à leurs observations : « Si le mouvement républicain devait prendre une forme bourgeoise, il deviendrait l'affaire d'une clique. La classe ouvrière ne peut pas ne pas rompre avec toutes les formes traditionnelles. (...) Le citoyen Marx exprime sa conviction qu'aucun mouvement républicain ne peut devenir une force réelle s'il ne se transforme en mouvement social. Ceux qui tirent les ficelles de l'actuel mouvement n'ont évidemment aucune intention de ce genre. ». Et ils ne l'auront jamais au cours du XXe siècle. On pourrait ajouter que seul un processus révolutionnaire dirigé par le prolétariat peut se transformer en mouvement social et se rallier une partie de la petite bourgeoisie et des classes moyennes qui peuvent compter des républicains ou des démocrates dans leurs rangs. Mais que la classe ouvrière se laisse guider ou compte à part égal avec des républicains et sa défaite est assurée.

Seul le prolétariat est une classe indépendante et progressiste face à la bourgeoisie.

« Et pourtant, c'était la première révolution dans laquelle la classe ouvrière était ouvertement reconnue comme la seule qui fût encore capable d'initiative sociale, même par la grande masse de la classe moyenne de Paris - boutiquiers, commerçants, négociants - les riches capitalistes étant seuls exceptés. (...) Cette même partie de la classe moyenne avait participé à l'écrasement de l'insurrection ouvrière en juin 1848 ; et elle avait été sur l'heure sacrifiée sans cérémonie à ses créanciers par l'Assemblée constituante. Mais ce n'était pas là son seul motif pour se ranger aujourd'hui aux côtés de la classe ouvrière. Cette fraction de la classe moyenne sentait qu'il n'y avait plus qu'une alternative, la Commune ou l'Empire, sous quelque nom qu'il pût paraître. L'Empire l'avait ruinée économiquement... » (Marx, *La guerre civile en France 1871*)

Les classes moyennes qui constituent les rangs des républicains sont instables et imprévisibles.

« En fait, après l'exode hors de Paris de toute la haute bohème bonapartiste et capitaliste, le vrai parti de l'ordre de la classe moyenne se montra sous la forme de l' « Union républicaine » qui s'enrôla sous les couleurs de la Commune et la défendit contre les falsifications préméditées de Thiers. La reconnaissance de cette grande masse de la classe moyenne résistera-t-elle à la sévère épreuve actuelle ? Le temps seul le montrera. » (Marx, *La guerre civile en France 1871*). Ce sont les républicains qui engageront la guerre du Tonkin (Indochine) douze ans plus tard...

On en trouve dans les deux camps.

« *En face de ce monde nouveau à Paris, voyez l'ancien monde à Versailles, (...) - avec une queue de républicains d'avant le déluge, sanctionnant par leur présence dans l'Assemblée la rébellion des négriers, s'en remettant pour maintenir leur république parlementaire à la vanité du vieux charlatan placé à la tête du gouvernement, et caricaturant 1789 en se réunissant, spectres du passé, au Jeu de Paume.* » (Marx, *La guerre civile en France 1871*)

Il ne s'agissait pas d'instaurer n'importe quelle république n'importe comment et dirigée par n'importe qui : Une république sociale produit de la révolution prolétarienne dirigée par le prolétariat.

« *L'antithèse directe de l'Empire fut la Commune. Si le prolétariat de Paris avait fait la révolution de Février (1848) au cri de « Vive la République sociale », ce cri n'exprimait guère qu'une vague aspiration à une république qui ne devait pas seulement abolir la forme monarchique de la domination de classe, mais la domination de classe elle-même. La Commune fut la forme positive de cette république.*

Paris, siège central de l'ancien pouvoir gouvernemental, et, en même temps, forteresse sociale de la classe ouvrière française, avait pris les armes contre la tentative faite par Thiers et ses ruraux pour restaurer et perpétuer cet ancien pouvoir gouvernemental que leur avait légué l'empire. Paris pouvait seulement résister parce que, du fait du siège, il s'était débarrassé de l'armée et l'avait remplacée par une garde nationale, dont la masse était constituée par des ouvriers. C'est cet état de fait qu'il s'agissait maintenant de transformer en une institution durable. Le premier décret de la Commune fut donc la suppression de l'armée permanente, et son remplacement par le peuple en armes. » (Marx, *La guerre civile en France, 1871*)

Vous aurez remarqué qu'à aucun moment Marx ne prend pour référence ou ne s'appuie sur la République du 4 septembre 1870 qui était demeurée « *cet ancien pouvoir gouvernemental que leur avait légué l'empire* », et que seule la Commune était à la fois « *l'antithèse directe de l'Empire* » et « *la forme positive de cette république* » sociale.

On est très loin ici de l'idolâtrie affichée et anesthésiante du PT pour la République en général, l'antithèse de la République sociale.

Où est passé l'Association internationale des travailleurs ?

Autre fait remarquable par son absence, Jeanneney a réussi à occulter totalement le rôle rempli par l'Association internationale des travailleurs (AIT) créée par Marx et Engels en 1864 à Londres. Il n'y fera référence qu'une fois en passant. Là aussi nous verrons à travers plusieurs extraits de correspondances, qu'il n'était pas possible d'évoquer la Commune sans parler du rôle de Marx et des délégués de l'AIT en France et dans le monde, car en bon internationaliste qu'il était, K. Marx s'était employé à essayer de convaincre les partis ouvriers des autres pays de se rallier à la cause de la Commune.

J'ai relevé quelques passages qui permettent de mieux comprendre le rôle qu'a rempli l'AIT pendant la Commune.

« *Dans l'intervalle, notre Association a fait de grands progrès. Le misérable Star, qui voulait nous ignorer totalement, a déclaré dans son éditorial d'hier que nous étions plus importants que le Congrès de la Paix. (...) Et à la prochaine révolution - moins éloignée peut-être qu'on ne le croit - nous aurons (toi et moi) cette puissante organisation entre les mains.* » (Marx à Engels, le 11 septembre 1867)

« *Serraillier fut élu le 16 avril 1871 à la Commune, lors d'élections complémentaires dans le 2e arrondissement. Eugène Dupont, membre du Conseil général, présenta sa candidature, mais elle ne put devenir effective, car, étant en Angleterre, il ne put atteindre Paris. Pyat calomnia Serraillier, membre du Conseil général de*

l'Internationale et homme de confiance de Marx, qui, après son élection, fut nommé à la Commission du travail, de l'industrie et du commerce. Les intrigues de Pyat avaient un sens nettement politique : ruiner l'influence du Conseil général de l'Internationale au sein de la Commune. Frankel, ministre du Travail de la Commune et correspondant de Marx, s'attacha à réfuter les calomnies de Pyat. » (Marx - Exposé sur la Commune de Paris à la réunion du 25 avril 1871)

« Un honorable écrivain français, complètement étranger à notre association, exprime son opinion en ces termes : Les membres du Comité central de la garde nationale, aussi bien que la plus grande partie des membres de la Commune, sont les esprits les plus actifs, les plus intelligents et les plus énergiques de l'Association internationale des travailleurs... des hommes qui sont profondément honnêtes, sincères, intelligents, dévoués, purs et fanatiques dans le bon sens du mot. » (Marx-Engels, La commune de 1871)

« Le 6 juin 1871, monsieur Jules Favre a adressé une circulaire à toutes les puissances européennes, pour les sommer de faire une chasse à mort à l'Association internationale des travailleurs. Quelques mots suffisent à caractériser ce document. » (Marx-Engels - Déclaration du Conseil général relative à la circulaire de Jules Favre (au directeur du Times), Londres, 17 juin 1871)

« Le Conseil général est fier du rôle éminent que les sections parisiennes de l'Internationale ont assumé dans la glorieuse révolution de Paris. Non point, comme certains faibles d'esprit se le figurent, que la section de Paris, ni aucune autre branche de l'Internationale, ait reçu un mot d'ordre d'un centre. Mais, comme dans tous les pays civilisés la fleur de la classe ouvrière adhère à l'Internationale et est imprégnée de ses principes, elle prend partout, à coup sûr, la direction des actions de la classe ouvrière. » (Marx, Deuxième ébauche de La Guerre civile en France.)

« Depuis que Londres existe, aucun imprimé n'a eu un retentissement aussi profond que l'Adresse du Conseil général de l'Internationale. (...)

Toute la presse unanime a dû reconnaître que l'Internationale était une grande puissance européenne, avec laquelle il fallait compter et que l'on ne pouvait éliminer, en faisant le silence sur elle. Tout le monde a dû reconnaître la maîtrise de style de l'Adresse - une langue aussi puissante que celle de William Cobbett, à en croire le Spectator. »

Pour montrer comment les Prussiens firent office de policiers, il suffit de rappeler que, dans la ville de Rouen qu'ils occupent, ils firent arrêter 500 hommes sous prétexte qu'ils appartiennent à l'Internationale. On redoute l'Internationale. Tout récemment, le comte de Jaubert - momie desséchée, ministre en 1834, bien connu pour avoir prôné des mesures dirigées contre la presse - a déclaré dans un discours à l'Assemblée nationale française, qu'une fois l'ordre de nouveau rétabli, il serait du devoir du gouvernement d'enquêter sur l'activité de l'Internationale et de la liquider. » (Engels - L'Adresse sur la Guerre Civile en France et la presse anglaise, le 30 juin 1871)

Une lettre de Marx à Edward Spencer Beesly du 12 juin 1871 prouve que Marx à ce moment là à Londres, était parfaitement informé du développement de la situation à Paris et qu'il était intervenu directement afin d'éviter le désastre final :

« Quant à la Commune, que n'a-t-elle écouté mes avertissements ! J'ai conseillé à ses membres de fortifier le côté nord des hauteurs de Montmartre, (le côté prussien), alors qu'il en était encore temps. Je leur ai dit à l'avance qu'ils risquaient autrement d'être pris dans une souricière. En outre, je les ai mis en garde contre Pyat, Grousset et Vésinier. Enfin, je leur ai demandé d'envoyer aussitôt à Londres les papiers compromettants pour les membres de la Défense nationale pour pouvoir grâce à ce moyen tenir quelque peu en échec la férocité des ennemis de la Commune. Bref, tout cela eût pu faire échouer en partie le plan des Versaillais. »

Attaques, mensonges, calomnies, diffamations, faux témoins, faux adhérents, faux documents, fausse association, faits fabriqués de toutes pièces, procès d'intention, chasse systématique, persécutions, exécutions sommaires, déportation au Canada, le déchaînement de haine de la part de la bourgeoisie en Europe contre AIT fut l'autre versant de la sanglante répression dans laquelle la Commune fut éliminée. Si l'AIT n'avait pas participé activement à la révolution prolétarienne de 1871 à Paris, la réaction ne se serait pas donnée tant de mal pour tenter de l'anéantir. Et si le rôle de l'AIT fut limité, c'est davantage parce que les conditions n'étaient

pas réunies pour vaincre, et non à cause de sa faiblesse organique qui reflétait celle du mouvement ouvrier organisé à cette époque. Je n'ai fait que reprendre en substance les observations de Marx et Engels. Il était donc nécessaire de remettre les choses à leur place.

Les causes de la défaites.

Si nous savons pourquoi le prolétariat ne pouvait pas vaincre, il faut revenir sur le déroulement des faits pour comprendre dans quelles conditions la défaite a eu lieu et qu'est-ce qui l'a précipitée.

Dans une lettre du 6 avril 1871 Marx écrivait à Wilhelm Liebknecht :

(...) Il semble que les Parisiens aient le dessous. C'est de leur faute, mais une faute qui provient en fait de leur trop grande honnêteté. Le Comité Central et plus tard la Commune laissèrent le temps au méchant avorton Thiers de concentrer les forces ennemies : 1^o parce qu'ils avaient la folle volonté de ne pas déclencher la guerre civile, comme si Thiers ne l'avait pas déjà engagée en essayant par la force de désarmer Paris, comme si l'Assemblée nationale, convoquée seulement pour décider de la guerre ou de la paix avec la Prusse, n'avait pas aussitôt déclaré la guerre à la République ? 2^o parce qu'ils ne voulaient pas laisser planer sur eux le doute d'avoir usurpé le pouvoir, ils perdirent un temps précieux du fait de l'élection de la Commune, dont l'organisation etc. coûta beaucoup de temps, alors qu'il eût fallu foncer directement sur Versailles après la défaite des réactionnaires à Paris.»

« Tant que le Comité Central de la Garde nationale a dominé la situation, les choses se sont bien passées; mais après les élections, il y eut plus de bavardages que d'actions. Il eût fallu foncer sur Versailles, lorsque celle-ci était faible. Or cette occasion a été manquée, et il semble maintenant que les Versaillais prennent le dessus et repoussent les Parisiens. » (Engels - Exposé sur la Commune de Paris, à la réunion du 11 avril 1871)

Et demain, alors que nous serions dans une situation révolutionnaire et que le combat direct entre le prolétariat et la bourgeoisie aurait commencé, vous prendriez le temps d'organiser tranquillement des élections dans toute la France à une Assemblée constituante pendant que la réaction frapperait quotidiennement pour nous écraser ? C'est une vision purement parlementariste ou institutionnelle de la lutte de classe. Puis il faudrait qu'elle se réunisse, sachant qu'elle serait très hétérogène les discussions prendraient un temps fou, etc. Quelle perte de temps considérable ! C'est au prolétariat qu'il revient de constituer ses propres organes politiques de pouvoir au cours de la révolution et à personne d'autre, et c'est au parti qui aura su conquérir sa confiance que reviendra la tâche de prendre les décisions immédiates qu'imposera la situation, de prendre le pouvoir et de former le premier gouvernement révolutionnaire provisoire.

L'abstention politique, c'est le fait de ne pas s'investir dans la politique ou de refuser d'assurer ses responsabilités politiques quand l'heure à sonner de prendre le pouvoir ou de s'en remettre à des conciliateurs républicains petits bourgeois par exemple.

« En France, cette abstention coupable a permis aux Favre, Trochu, Picard et autres de s'emparer du pouvoir le 4 septembre. Le 18 mars, cette même abstention permit à un Comité dictatorial - le Comité central - composé en majeure partie de bonapartistes et d'intrigants, de s'établir à Paris et de perdre sciemment, dans l'inaction, les premiers jours de la révolution, alors qu'il aurait dû les consacrer à son affermissement. En France, le mouvement a échoué, parce qu'il n'avait pas été assez préparé. » (Marx - Notes d'un discours sur l'action politique de la classe ouvrière - Séance du 20 septembre 1871 de la Conférence de Londres)

L'éditeur de *La Commune 1871* a ajouté cette note :

« Marx fait allusion à l'intrusion d'éléments douteux et de traîtres dans le Comité central de la Garde nationale parisienne, qui comprenait des blanquistes, des néo-jacobins, des proudhoniens, etc. La composition disparate de ce Conseil fut à l'origine d'hésitations, de mollesse et de diverses erreurs (par exemple : ne pas attaquer Versailles, au moment où la réaction ne s'y était pas encore organisée, etc.). Marx attribue ici ces erreurs à la doctrine proudhonienne de l'abstention en matière politique : on notera que Tolain, proudhonien de droite, ne craignit pas de siéger dans l'Assemblée versaillaise. La Commune, élue le 26 mars, fut encore plus disparate, et prit encore moins d'initiatives.

Le lendemain, Marx précisa encore une fois son point de vue sur l'abstention : *« Les gens qui propageaient*

dans le temps la doctrine de l'abstention étaient de bonne foi, mais ceux qui reprennent le même chemin aujourd'hui ne le sont pas. Ils rejettent la politique après qu'ait eu lieu une lutte violente (Commune de Paris), et poussent le peuple dans une opposition bourgeoise toute formelle, ce contre quoi nous devons lutter en même temps que contre les gouvernements. Nous devons démasquer Gambetta, afin que le peuple ne soit pas, une fois de plus, abusé. Nous devons mener une action non seulement contre les gouvernements, mais encore contre l'opposition bourgeoise qui n'est pas encore arrivée au gouvernement. (...)

Nous devons déclarer aux gouvernements : nous savons que vous êtes la force armée contre les prolétaires. Nous agirons contre vous pacifiquement là où cela nous sera possible, et par les armes quand cela sera nécessaire. »

Ce sont les éléments extérieurs au prolétariat qui influenceront négativement le cours des événements :

(...) La Commune me semble perdre trop de temps à des bagatelles et à des querelles personnelles. On voit qu'il y a d'autres influences que celles des ouvriers. Tout cela ne serait rien, si vous disposiez de temps pour rattraper le temps perdu. » (Marx à Leo Frakel et Louis-Eugène Varlin (Brouillon), le 13 mai 1871)

L'auteur d'un site Internet dont j'ai oublié de noter l'adresse a écrit :

« Mais la Commune gouverna dans le désordre, oscillant sans cesse entre la dictature et l'anarchie. Les responsables des diverses commissions chargées des services ministériels changèrent à plusieurs reprises, en ce qui concerne particulièrement les affaires militaires. Comme la situation s'aggravait, les « jacobins » de la Commune firent voter, par 45 voix contre 23, la formation d'un Comité de salut public, dont l'intervention dans les affaires de la guerre fut particulièrement malheureuse.

Renouvelé, avec l'appui de la minorité cette fois, après la démission du délégué à la guerre Rossel, le nouveau Comité de salut public prit quelques mesures salutaires, mais trop tardives. La lutte entre majorité et minorité, les rivalités de personnes minaient la Commune de l'intérieur ; à l'extérieur, l'ingérence continuelle du Comité central de la garde nationale dans les affaires militaires paralysait son pouvoir. La prolifération anarchique de comités divers, qui soutenaient la révolution, l'affaiblissait en même temps, en particulier en ce qui concerne la défense de la Commune. La Commune se méfiait des militaires qu'elle avait délégués à la guerre : de l'aventurier Cluseret aussi bien que du généreux Rossel. Les gardes nationaux les plus ardents étaient des combattants révolutionnaires, qui répugnaient à une discipline nécessaire. Enfin, des tentatives de conciliation de la part de l'Union des chambres syndicales, de l'Union républicaine des droits de Paris, des députés de Paris, des membres de la franc-maçonnerie, alors qu'il ne pouvait y avoir de conciliation entre la Commune et Versailles, n'eurent pour effet que d'amoindrir la résistance de Paris. »

Comment ne pas comprendre qu'il est totalement insensé et irresponsable de vouloir donner le pouvoir à un organisme politique dans lequel se mêlent des représentants de différentes classes ou d'origines diverses, de partis différents, qui n'ont pas parfaitement conscience de la situation et de l'objectif à atteindre et qui ne les partagent pas forcément. Dans ces conditions, il est clair qu'ils ne peuvent pas déterminer ou se mettre d'accord sur les tâches immédiates à accomplir, ce qui laisse le temps à l'ennemi de s'organiser pour frapper.

Au moment de la prise du pouvoir en octobre 1917, Lénine l'aura parfaitement compris et dirigera uniquement avec les fractions mencheviks et socialistes-révolutionnaires ralliées au parti bolchevik le gouvernement révolutionnaire provisoire.

Il faut noter aussi le rôle particulièrement néfaste pour ne pas dire pire que joueront les anarchistes.

L'éditeur de La Commune de 1871 notera : « Dans sa lettre du 3 août 1870, Marx avait confié à Engels que c'est d'abord dans l'Internationale qu'on avait commencé à le faire passer pour un agent prussien : « Lopatine a quitté Brighton où il mourait d'ennui pour aller s'installer à Londres. C'est l'unique Russe « solide » que j'aie connu jusqu'ici, et j'aurai tôt fait de lui enlever ce qui lui reste de préjugé national. J'ai appris de lui que Bakounine répand la rumeur selon laquelle je suis un agent de Bismarck : chose étonnante à dire ! C'est vraiment drôle, le même soir (mardi dernier), Serrailier me communiquait que Chatelain, membre de la Branche française et ami particulier de Pyat, avait informé la Branche française, réunie en assemblée générale, du montant que Bismarck m'avait payé, rien moins que 250 000 francs ! Si l'on considère, d'une part, l'idée que l'on se fait en France d'une

telle somme et, d'autre part, le radinisme prussien, c'est pour le moins une estimation de qualité ! »

Dans une lettre de Marx à Wilhelm Liebknecht datant environ du 10 avril 1871, il reproduira une information parue dans la presse britannique :

« l'extrait suivant du journal la Province (hier, j'ai eu le même, d'un journal clérical belge) : « Paris. 2 avril. Une découverte en provenance d'Allemagne a fait sensation ici. On a constaté de manière authentique maintenant que Karl Marx, l'un des chefs les plus influents de l'Internationale a été le secrétaire privé du comte de Bismarck en 1857 et n'a cessé depuis lors de rester en relations avec son ancien patron. »

L'influence du proudhonisme était très forte en 1871 parmi les dirigeants de la Commune de Paris. Certains commentateurs leur attribuent en partie l'échec de la Commune, en précisant que corollairement, cet échec porta un coup très dur au proudhonisme. Quant à Bakounine, il se retirera de la vie publique en abandonnant ses responsabilités en 1873. Cette démission fut considérée comme un aveu d'impuissance.

La défaite était prévisible comme nous le savons, elle a forcément un goût amer, les mots nous manquent, surtout après le fleuve de sang qu'ont répandu les Versaillais en exterminant 40 000 communards. Et si elle n'était pas due au hasard, elle allait dorénavant être le point de départ des prochains combats du prolétariat international pour avancer vers son émancipation :

« (...) Il serait évidemment fort commode de faire l'histoire du monde, si l'on n'engageait le combat qu'avec des chances infailliblement favorables. Au demeurant elle serait de nature très mystique, si les « hasard » n'y jouaient aucun rôle. Ces hasards eux-mêmes font naturellement partie du cours général de l'évolution et se trouvent compensés par d'autres hasards. Or, l'accélération ou le ralentissement de l'évolution sont très dépendants de tels « hasards », parmi lesquels figure aussi le « hasard » du caractère des gens qui se trouvent d'abord à la tête du mouvement.

Pour cette fois, il ne faut pas rechercher le plus décisif des « hasards » défavorables dans les conditions générales de la société française, mais dans la présence des Prussiens en France et dans le fait qu'ils encerclaient étroitement Paris. Les Parisiens le savaient fort bien, mais c'est aussi ce que savaient les canailles bourgeoises de Versailles. C'est exactement pour cela qu'elles placèrent les Parisiens devant l'alternative ou de relever le défi, ou de succomber sans lutter. Dans le dernier cas, la démoralisation de la classe ouvrière eût été un malheur infiniment plus grand que la liquidation d'un nombre quelconque de « chefs ».

Grâce à la lutte des Parisiens, la bataille de la classe ouvrière contre la classe et l'État capitalistes est entrée dans une phase nouvelle. Quelle qu'en soit l'issue, c'est la conquête d'un nouveau point de départ d'une importance historique universelle. » (Marx à Kugelmann, le 17 avril 1871)

Les leçons de la Commune de Paris.

La Commune de Paris peut effectivement nous servir de leçon comme Jeanneney l'écrit, tout dépend maintenant ce que l'on veut lui faire dire et sous quel angle on l'analyse, dans quelle perspective politique on se place. Or si Marx et Engels ont analysé l'expérience de la Commune de Paris en tant que communistes et combattants révolutionnaires, les événements confirmant le contenu du *Manifeste communiste* de 1848 qui prétendait que dorénavant c'était au tour du prolétariat de s'emparer du pouvoir, Jeanneney l'analyse en tant que réformiste petit bourgeois pour ravalier cette révolution prolétarienne à un vulgaire processus réformiste, la question politique du pouvoir et de l'Etat étant complètement occultée.

On peut parler d'une entreprise de désinformation systématique à propos de la Commune. Aucun des participants venus se recueillir devant le mur des Fédérés le 24 mai 2008 n'a prononcé le mot *révolution*, à aucun moment n'a été dit que le prolétariat s'était lancé à l'assaut de l'Etat bourgeois pour le détruire. Pas un ne sera fidèle aux déroulements des événements, pas un ne fera référence aux objectifs politiques de la Commune, dès lors tous escamoteront sciemment les principaux enseignements de la Commune. On peut dire que lorsqu'ils se réfèrent à la Commune de 1871, c'est à une défaite qu'ils font référence et c'est à une nouvelle défaite qu'ils veulent nous préparer.

Quelles leçons en ont tiré Marx et Engels, puis Lénine ?

Il faut détruire de fond en comble la machine de l'Etat bourgeois.

« *Mais la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner pour son propre compte. (Marx, La guerre civile en France 1871) »*

Marx écrira le 12 avril 1871 dans une lettre à Kugelmann : « *Si tu relis le dernier chapitre de mon 18-Brumaire, tu verras que j'affirme qu'à la prochaine tentative de révolution en France, il ne sera plus possible de faire passer d'une main dans l'autre la machine bureaucratique-militaire, mais qu'il faudra la briser et que c'est là la condition préalable de toute révolution véritablement populaire sur le continent. C'est aussi ce qu'ont tenté nos héroïques camarades de parti de Paris. »*

Je reprends ici une note de l'éditeur de *La Commune de 1871* : « *Quelle gigantesque signification Marx et Engels attachaient à cette leçon, on le voit par leur note à la préface du Manifeste du Parti communiste, en date du 24 juin 1872. Il y est dit que le programme du Manifeste du Parti communiste est aujourd'hui vieilli en certains points. La Commune, notamment, a démontré qu'il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de l'appareil d'État pour le faire servir à ses propres fins. A ce sujet, Lénine écrivit :*

« *Chose extrêmement caractéristique : c'est précisément cette correction essentielle que les opportunistes ont dénaturée et les neuf dixièmes, sinon les quatre-vingt-dix-neuf centièmes des lecteurs du Manifeste communiste en ignorent le sens. Nous parlerons en détail de cette déformation certainement un peu plus loin, dans un chapitre spécialement consacré aux déformations.*

« *Qu'il nous suffise, pour l'instant, de marquer que l'« interprétation » courante, vulgaire, de la fameuse formule de Marx citée par nous, est que celui-ci aurait souligné l'idée d'une évolution lente, par opposition à la prise du pouvoir, etc.*

« *En réalité, c'est exactement le contraire. L'idée de Marx est que la classe ouvrière doit briser, démolir, la « machine d'État toute prête », et ne pas se borner à en prendre possession... « Briser la machine bureaucratique et militaire », en ces quelques mois se trouve brièvement exprimée la principale leçon du marxisme sur les tâches du prolétariat à l'égard de l'État au cours de la révolution. Et c'est cette leçon qui est non seulement tout à fait oubliée, mais encore franchement dénaturée par l'« interprétation » dominante, du marxisme, due à Kautsky ! (Lénine - L'État et la Révolution).*

Leo Frankel, ministre du travail de la Commune, écrivit à Marx, fin avril 1871 : « *Je souhaiterais vivement que vous m'aidiez de quelque façon que ce soit, de vos conseils, car je suis actuellement pour ainsi dire seul, et notamment seul responsable pour les réformes que je veux introduire et que j'introduirai dans le domaine du travail. Faites tout votre possible pour expliquer à tous les peuples, à tous les ouvriers, et notamment aux Allemands, que la Commune de Paris n'a rien de commun avec les communes petites-bourgeoises d'antan. C'est, d'ailleurs, ce qui ressort déjà des quelques lignes de votre dernière lettre. Avec cela, vous rendrez en tout cas un grand service à notre cause. »*

Un mot simplement sur la fin de l'AIT et ce que disait Engels à Sorge le 12 septembre 1874 :

« *Le Congrès de La Haye marqua effectivement la fin (...) Son prestige y est maintenant épuisé, et tout effort ultérieur pour y insuffler une vie nouvelle serait folie et gaspillage de force. L'Internationale a dominé dix années d'histoire européenne en l'orientant vers un côté - celui de l'avenir. Elle peut considérer le travail accompli avec fierté.*

« *Quoi qu'il en soit, elle ne faisait que se survivre sous sa forme ancienne. Pour susciter une nouvelle Internationale du type de l'ancienne - une alliance de tous les partis prolétariens de tous les pays -, il faudrait un écrasement général du mouvement ouvrier tel qu'il avait régné de 1849 à 1864. Pour cela, le monde prolétarien est devenu trop vaste et trop profond. Je crois que la prochaine Internationale sera directement communiste et arborera d'emblée nos principes, lorsque les écrits de Marx auront produit leur effet durant quelques années.»*

La guerre civile et la lutte armée sont pratiquement inévitables, le prolétariat doit y être préparé, qui plus est son avant-garde.

« *Se souvenant des enseignements de la Commune, il [le prolétariat russe] savait que le prolétariat ne doit pas négliger les moyens de lutte pacifiques - ces derniers servent ses intérêts quotidiens et sont indispensables en période de préparation de la révolution - mais qu'il ne doit jamais oublier non plus que dans certaines circonstances la lutte de classe se transforme en lutte armée et en guerre civile : il est des moments où les intérêts du prolétariat exigent l'extermination implacable de ses ennemis dans des combats déclarés.* » (V. Lénine, *La Commune de Paris*, p. 14.)

Pour apprécier à leur juste valeur l'expérience de la Commune, il faut la situer à l'échelle historique et non la traiter comme une comédie de boulevard qui se termine par une tragédie.

Il écrit : « *lors du décret sur la formation d'un Comité de salut public doté de larges pouvoirs (pouvoir fort et centralisé avec risque de dictature ou anarchie ?* »

Ce que regrette Jeanneney, c'est justement ce qui a manqué à la Commune mais qui ne fera pas défaut en octobre 1917 en Russie : un *pouvoir fort et centralisé* pour organiser le combat de l'ensemble du prolétariat et vaincre l'ennemi de classe. Penser qu'un *pouvoir fort et centralisé* ne peut mener qu'à la dictature ou l'anarchie, c'est tout d'abord manquer de conviction dans la politique que l'on prétend défendre, et ensuite de détermination pour l'appliquer.

Jeanneney est imbibé des idées de la classe dominante qui privilégie le jeu institutionnel et la démocratie comme mode de fonctionnement de l'Etat, alors qu'au cours d'une révolution, non seulement aucune institution constituée dans le cadre de l'Etat bourgeois ne peut fonctionner pour le compte du prolétariat, et la démocratie ne peut pas être diluée et incarnée par le plus grand nombre, elle doit être incarnée par la politique mise en œuvre par le gouvernement révolutionnaire provisoire dont dépend le sort même de la révolution.

Quand on y réfléchit un instant, on se rend compte immédiatement que diluer le pouvoir entre les mains de personnes qui n'ont pas les moyens théoriques et politiques nécessaires pour évaluer la situation, est du domaine de l'irresponsabilité et de l'aventurisme, au moment où le sort de la révolution dépend de chaque décision prise. La révolution nécessite un commandement centralisé détenant tout le pouvoir. Et tant pis pour les petits bourgeois qui s'imaginent que la révolution serait une balade romantique où tout serait possible.

Ceux qui se réclament de la démocratie n'ose plus prononcer le mot révolution, et vous savez pourquoi, Lénine l'a expliqué quelque part, parce que la révolution est un acte violent et antidémocratique. Toute révolution est avant tout l'œuvre d'une minorité à laquelle la majorité se rallie ou non au cours de son développement. En temps de *paix sociale*, c'est toujours une minorité qui combat pour défendre les intérêts de la majorité, ceux du prolétariat, et là personne ne dit que c'est antidémocratique, la minorité consciente exprime les intérêts de la majorité, d'où sa légitimité du point de vue de la démocratie. Et bien il en va de même au cours de la révolution, c'est la minorité la plus consciente qui doit détenir le pouvoir...

Lénine tirera la leçon géniale de la Commune que c'était au gouvernement révolutionnaire provisoire qu'il revenait d'assumer le pouvoir et d'entreprendre la liquidation des institutions en place, de déblayer le terrain en quelque sorte, avant que les organismes politiques indépendant constitués par le prolétariat ne prennent le relais, théorie que brocardera Anton Pannekoek pour ne pas avoir compris que le niveau de conscience politique du prolétariat ne pouvait pas s'élever spontanément au niveau des tâches politiques que réclamait la situation... Ceux qui mettent en avant l'Assemblée constituante souveraine marche sur les pas de Pannekoek et non de Marx ou de Lénine.

Ce que ne dit pas Jeanneney, c'est que la Commune disposait de deux organismes politiques distincts, l'un qu'il appelle Comité de salut public, Marx parle uniquement d'élections à la Commune, et l'autre le Comité Centrale de la Garde nationale qui fraternisa avec le peuple et deviendra le peuple en armes contre les Versaillais.

Voyons ce qu'en a dit Engels :

« *Tant que le Comité Central de la Garde nationale a dominé la situation, les choses se sont bien passées ;*

mais après les élections, il y eut plus de bavardages que d'actions. » (Engels - Exposé sur la Commune de Paris, à la réunion du 11 avril 1871)

Avant d'aller plus loin, il faudrait expliquer en quoi consistait ce Comité Central.

« Dès lors, la Garde nationale organisa la résistance. Sur 260 bataillons, 215 - des soldats aux officiers - ont constitué un Comité Central. Chaque compagnie a choisi un délégué, les délégués ont formé des sous-comités d'arrondissement ou de quartier, qui ont ensuite élu le Comité Central.

Sur les vingt arrondissements, cinq seulement n'ont pas élu de délégués.

Lorsque l'Assemblée nationale se transporta à Versailles, le gouvernement tenta de nettoyer Paris des révolutionnaires et de leur enlever les canons. Les troupes qui venaient d'arriver à Paris, furent placées sous le commandement de Vinoy, sous les ordres duquel les soldats, lors du coup d'État de 1851, tirèrent sur la foule des boulevards. Aux toutes premières heures de la journée, ces troupes enregistrèrent quelques succès, mais lorsque la Garde nationale s'aperçut du tour que prenait l'affaire, elle se mit en devoir de reconquérir les canons, et les soldats se mirent à fraterniser avec le peuple. À présent, la ville se trouve aux mains du peuple; les troupes qui ne sont pas passées du côté du peuple se sont repliées sur Versailles, et l'Assemblée nationale ne sait plus ce qu'il faut entreprendre.

Aucun des hommes du Comité Central n'est célèbre; il n'y a pas parmi eux de Félix Pyat et individus de son espèce; mais ces hommes sont bien connus de la classe ouvrière. Quatre membres de l'Internationale font partie du Comité.

Le lendemain, ce fut l'élection de la Commune. Le Comité Central proclama qu'il respecterait la liberté de presse, mais ne tolérerait pas la presse pourrie des bonapartistes. » (Engels - Extraits des protocoles des réunions du Conseil Général - Exposé sur la révolution du 18 mars 1871 à la réunion du 21 mars 1871)

L'éditeur a ajouté cette note :

« Dans sa première ébauche de l'Adresse sur la guerre civile, Marx écrit à ce propos : « Sur la base existante de son organisation militaire, Paris édifia une fédération politique, selon un plan très simple. Elle consistait en une association de toute la Garde nationale, unie en toutes ses parties par les délégués de chaque compagnie, désignant à leur tour les délégués de bataillons, qui, à leur tour, désignaient des délégués généraux, les généraux de légion - chacun d'eux devant représenter un arrondissement et coopérer avec les délégués des 19 autres arrondissements. Ces 20 délégués, élus à la majorité par les bataillons de la Garde nationale, composaient le Comité central, qui, le 18 mars, prit l'initiative de la plus grande révolution de notre siècle... » (cf. Éd. Soc., p. 209). »

Bien que le Comité Centrale fonctionna plus démocratiquement que le Comité de salut public, autre paradoxe, il n'était pas en mesure de prendre les mesures politiques qui s'imposaient, pendant que le Comité de salut public hésitera jusqu'au bout à répondre à la violence des Versaillais par des mesures radicales susceptibles de conserver et de consolider le nouveau pouvoir ouvrier pour le mener à la victoire définitive, il lui manquait la détermination qui accompagne la claire compréhension du développement de la lutte des classes.

« Dans sa répugnance à accepter la guerre civile engagée par Thiers avec sa tentative d'effraction nocturne à Montmartre, le Comité central commit, cette fois, une faute décisive en ne marchant pas aussitôt sur Versailles, alors entièrement sans défense, et en mettant ainsi fin aux complots de Thiers et de ses ruraux. Au lieu de cela, on permit encore au parti de l'ordre d'essayer sa force aux urnes, le 26 mars, jour de l'élection de la Commune. Ce jour-là, dans les mairies de Paris, ses membres échangèrent de douces paroles de réconciliation avec leurs trop généreux vainqueurs, en grommelant du fond du coeur le serment de les exterminer en temps et lieu. » (Marx, La guerre civile en France 1871)

« La glorieuse révolution ouvrière du 18 mars établit sa domination incontestée sur Paris. Le Comité central fut son gouvernement provisoire. » (Marx, La guerre civile en France 1871)

En guise de leçon sur la Commune, Jeanneney nous sort une formule que ne renierait pas les curés de la franc-

maçonnerie en guise de tactique pour mieux subordonner le prolétariat à la bourgeoisie, car qui n'ose pas se définir comme « *une force de progrès* » ? Personne ! Confusion, illusion quand tu nous tient...

Jeanneney conclut ainsi son papier : « *La leçon est donc claire : rien sans l'union des forces de progrès* », qui au POI englobe des militants appartenant à des partis bourgeois (PS, MRC, PRG) ou des élus qui sont catalogués à « *droite* » par Schivardi, entre nous, on se demande de quels partis ils doivent être proches.

Cette formule s'inscrit en totale contradiction avec les avis formulés par Marx dès la fin des années 40 (*Les luttes de classes en France 1848-1850*) et qu'il reprit en 1871.

Marx et Engels abordaient ainsi la question du parti :

« *Pour qu'au jour de la décision, le prolétariat soit assez fort pour VAINCRE, il est nécessaire qu'il se constitue en un Parti autonome, un parti de classe conscient, séparé de tous les autres. C'est ce que Marx et moi nous n'avons cessé de défendre depuis le Manifeste de 1848* ». (Engels à G. Trier, le 18 décembre 1889).

Ils parlaient d'un parti de classe conscient au singulier, qui ne représente que les intérêts de la classe ouvrière et non de « *forces de progrès* » qui englobent une partie de la bourgeoisie et des couches de la petites bourgeoisies qui demeurent inféodées au capitalisme.

Marx et Engels insistaient sur le caractère prolétarien que devait prendre le mouvement initié le 4 septembre 1870 avec la proclamation de la République, et qu'il devait s'orienter vers une révolution sociale, car telle était la tâche que le prolétariat avait à accomplir pour avancer vers son émancipation.

« *Si le mouvement républicain devait prendre une forme bourgeoise, il deviendrait l'affaire d'une clique. La classe ouvrière ne peut pas ne pas rompre avec toutes les formes traditionnelles.*

(...)

Le citoyen Marx exprime sa conviction qu'aucun mouvement républicain ne peut devenir une force réelle s'il ne se transforme en mouvement social. Ceux qui tirent les ficelles de l'actuel mouvement n'ont évidemment aucune intention de ce genre. »

(Marx et Engels - Exposé sur le mouvement républicain en Angleterre, à la réunion du 28 mars 1871)

Marx regrettait au contraire que des délégués de l'Internationale aient cédé leur mandat à des réformistes petits bourgeois indécis et voulant ménager la chèvre et le chou, d'où en partie le dénouement dramatique de la Commune.

Jeanneney s'étonne de sa propre ignorance :

« *il est étonnant de constater combien l'histoire réserve des surprises : comment peut-on trouver dans la liste des amis douteux et des complices des atrocités le nom de Jules Ferry, qui, dans l'imagerie populaire, reste l'architecte de la mise en place de l'école publique et mit le pied à l'étrier de Jean Jaurès lors de son démarrage en politique ? »*

Quelle crédulité... feinte ou produit de son ignorance ? Quoi d'étonnant ici ? Rien, au contraire on a là les bases contradictoires sur lesquelles s'est forgée la social-démocratie à la fin du XIXe siècle. Quand on prétend défendre les intérêts du prolétariat sans avoir rompu ses liens avec la bourgeoisie, il arrive le plus souvent au moment de l'affrontement direct entre les classes qu'on se range du côté de la classe dominante, la bourgeoisie. C'est le sort réservé aux républicains, aux démocrates, aux sociaux-démocrates. Que certains d'entre eux aient joué un rôle progressiste à un moment donné de leur vie, personne ne le contestera, mais au regard du courant politique qu'ils représentent et l'inventaire négatif qui en ressort, il est indécent voire intolérable de mettre en avant telle ou telle figure de ces courants qui ne constitue assurément pas le meilleur exemple à suivre ou la base d'un enseignement de la lutte des classes. Admirer l'œuvre poétique de Rimbaud peut se concevoir, mais se réclamer du marchand d'armes et d'esclaves Rimbaud est insupportable, donc contentons-nous d'en rester à son oeuvre poétique, de la même manière que l'on peut admirer la pensée de J-J Rousseau sans faire l'éloge de l'homme qui a abandonné ses quatre ou cinq enfants (selon les sources).

Jules Ferry, un républicain peu recommandable pour ne pas dire pire.

« Jules Ferry, avocat sans le sou avant le 4 septembre, réussit comme maire de Paris pendant le siège, à tirer par escroquerie une fortune de la famine. Le jour où il aurait à rendre compte de sa mauvaise administration serait aussi celui de sa condamnation.

Ces hommes, donc, ne pouvaient trouver que dans les ruines de Paris leur billet d'élargissement conditionnel, ils étaient bien les hommes mêmes qu'il fallait à Bismarck. » (Marx – La guerre civile en France 1871 page 3 [Internet])

Engels évoquera « le Tonkinois » dans l'adresse parue dans *Le Socialiste*, le 25 mars 1891, destinée aux ouvriers français en l'honneur du 20^e anniversaire de la Commune de Paris.

« Elle (la Commune élue) échoua parce que ses chefs sauvèrent la vie de gens qui ne cherchaient qu'à tuer leurs sauveurs. Ils laissèrent Trochu et Ferry s'échapper, mais ceux-ci les assaillirent avec les Bretons de Trochu. (qui furent pour le gouvernement de la Défense ce que les spadassins corses avaient été pour L. Bonaparte) » (Marx La formation de la Commune et le Comité Central, première ébauche de la Guerre Civile en France. 1871)

Les républicains, les démocrates et les sociaux-démocrates ont en commun d'avoir les mains couvertes du sang des boucheries impérialistes et coloniales auxquelles leurs courants politiques ont participé depuis la guerre du Tonkin en 1883 jusqu'à la guerre en Irak en 1991. Aujourd'hui, avec la participation de dirigeants du PS au gouvernement Sarkozy-Fillon, Kouchner est ministre des Affaires étrangères, le PS est directement associé à la politique guerrière contre les peuples menée par l'impérialisme du Tchad à l'Afghanistan.

Conclusions.

Dans le numéro 1 nouvelle formule, à la page 4 d'Informations ouvrières, on retrouve la trame qui a servi à Jeanneney pour écrire sa série d'article sur la Commune de Paris.

On retrouve « *La référence à la Révolution française (1789, 1793), à la Commune de Paris (1871)* », mais étrangement pas celle à la révolution russe de 1917 qui avaient mis en œuvre les enseignements de la Commune. Notons au passage l'amalgame entre une révolution bourgeoise et une révolution prolétarienne. On pourrait ajouter à la suite de Lénine que l'on doit tirer les leçons de la Commune sans oublier qu'elle fut avant tout un échec. Que le POI se réclame plutôt d'un échec que d'une victoire du prolétariat en dit long sur leur état d'esprit et leurs réelles intentions.

Puis il est fait référence « à la Première Internationale ouvrière, celle de Marx et de Bakounine, qui a réuni tous les courants du mouvement ouvrier », alors que chacun a pu lire le rôle particulièrement nauséabond qu'a joué Bakounine lors de la Commune, avant que Marx et Engels interviennent pour qu'il quitte l'AIT. On peut parler ici de falsification de la part du POI, on en a les preuves sous le nez.

Ensuite, ils indiquent que « beaucoup » de délégués lors du congrès de fondation du POI « se rapportent aussi à la création, en 1905-1906, de la section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), le parti de Jaurès, de Jules Guesde et de nombreux autres, qui, quoi qu'ils devinrent par la suite, fondèrent au début du siècle dernier un parti de lutte de classe, unissant la classe ouvrière face à l'Etat et aux patrons. », que « beaucoup » de délégués soit affiliés ou issus du PS ne nous étonne pas, le PT a disparu au profit du POI pour leur céder une place de choix. Qu'ils se réclament d'un parti qui a fait lamentablement faillite, qu'ils confondent la situation du début du XXe siècle avec celle d'aujourd'hui ne nous étonne pas non plus, c'est dans l'ordre des choses. On comprend pourquoi un patron, Schivardi, est secrétaire national du POI, lui qui ne renie rien de ses longues années passées au PS. Après tout, puisque « *quoi qu'ils devinrent pas la suite* », quelle légèreté ! pourquoi se préoccuper de ce qu'ils furent dans le passé, à quoi bon poser des questions embarrassantes qui pourraient aboutir au fil de l'analyse au constat pitoyable que l'on s'engage sur la même voie que ceux qui ont fait faillite dans le passé.

Ils continuent en se réclamant de la Charte d'Amiens qu'ils n'ont jamais respecté en s'encanaillant avec la bureaucratie anticommuniste pourrie de Force ouvrière, à tel point qu'un des leurs figurent à la direction du POI

comme secrétaire national, Jean Jenet. Marc Blondel à la direction de la Libre Pensée, Jean Jenet à celle du POI, n'y voyez surtout pas une étrange coïncidence, et ne dites pas que les appareils de FO et du POI sont intimement liés, on vous accuserait de calomnie ou pire encore.

S'agissant de la composition de leur parti de type fédératif, voici ce qu'ils écrivent : « *L'image du parti que nous voulons construire est donnée par la qualité même de ceux qui en ont pris l'initiative : militants syndicalistes, élus de toutes tendances (...)* ». Camarades, nous parlons bien ici d'un parti politique pas d'autre chose, or il se trouve qu'au POI il y aurait des adhérents qui ne seraient que des « *militants syndicalistes* », si cela est précisé, c'est pour les distinguer des militants politiques, nous somme bien d'accord, donc ces militants combattraient pour des objectifs purement syndicaux, traduit sur le plan politique nous dirons trade-unionistes. Voilà qui confirme notre caractérisation de la politique du POI. Inutile de revenir sur « *élus de toutes tendances* » et les « *nombreux maires et élus attachés à la défense de la République une, indivisible et laïque et de la démocratie.* » cette question a déjà été traitée à plusieurs reprises.

Dès lors, on comprend que la plus parfaite « *démocratie* » ait pu s'exprimer lors de ce congrès, on devrait dire le plus parfait éclectisme, puisqu'ils étaient tous d'accord pour faire la peau du marxisme et du léninisme !

Il a bien sûr été question de « *l'union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe. Libres, c'est-à-dire débarrassés des institutions réactionnaires et antidémocratiques de l'Union européenne* », mais pas du capitalisme, ce mot d'ordre à un relent anarchiste nauséabond.

Bref rien à voir avec le parti communiste de Marx ni avec l'Internationale composée de partis communistes dont parlaient Engels ou de partis marxistes dont parlaient Trotsky. L'heure est à « *l'union des forces de progrès* ». Les enseignements de la Commune sont enterrés.

S'il y en a qui se font des illusions sur ce parti à la lecture de son Manifeste ou ses statuts, qu'ils se remémorent les premiers articles de la déclaration de principe de 1905 de la SFIO qui n'ont pas empêché ce parti de sombrer et ses dirigeants de trahir le prolétariat.

Article 1er : Le PS est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste et communiste.

Article 6 : Le parti prendra des mesures pour assurer, de la part de ses élus, le respect du mandat impératif.

Pour mémoire et par analogie, un rappel sur l'histoire de la SFIO que j'ai trouvé sur un site Internet dont j'ai perdu l'adresse, mais les données fournies me semblent correctes pour en reproduire un extrait :

« Au Congrès constitutif, guesdistes et vaillantistes sont majoritaires : le programme de la S.F.I.O. est dominé par les conceptions marxistes, et les structures du parti sont proches de celles du P.O.F. Mais, dans la période qui suit, la prépondérance politique et doctrinale est exercée par les anciens indépendants et surtout par Jaurès. La personnalité de ce dernier et l'unité retrouvée permettent à la S.F.I.O. de connaître un développement rapide.

La Première Guerre mondiale, pendant laquelle la S.F.I.O. renie son pacifisme et rejoint l'union sacrée, puis la révolution d'octobre 1917 vont remettre en cause l'unité du socialisme français. En 1920, au Congrès de Tours, la majorité de la S.F.I.O. suit les partisans de l'Internationale communiste, adhère à celle-ci et fonde le Parti communiste français (P.C.F.) »

On se demande si ce n'est pas l'histoire du mouvement ouvrier dont ils se réclament que les dirigeants du POI ont décidé soigneusement d'ignorer, pour pouvoir refaire une nouvelle fois la même erreur.

Quant à la devise du POI « *Pour le socialisme, la République et la démocratie* », elle est tellement ancrée dans le vieux monde qu'on a franchement du mal à imaginer qu'ils veulent vraiment s'en séparer. On y retrouve les familles politiques qui composent le POI : celles des socialistes, qu'ils soient socialistes, communistes ou trotskistes, et celles des républicains et des démocrates.

Un dernier mot sur la Commune. La question du parti.

Un parti qui est incapable d'analyser correctement la situation et de définir les tâches que le prolétariat doit accomplir à chaque étape de la lutte des classes (et du processus révolutionnaire), est incapable de saisir

l'objectif qu'il doit atteindre où il s'en est éloigné, et donc il court fatalement à la faillite et la défaite. Marx jugea dès le départ que le prolétariat français n'était pas mûr pour mener à bien cette révolution parce qu'il ne disposait pas d'un parti communiste et il eut raison. On comprend ensuite pourquoi en Russie Lénine entreprit dès le début des années 1900 de construire un tel parti, il en fut encore plus convaincu après la faillite de la SFIO et du parti social-démocrate allemand à la veille de la seconde guerre mondiale. Ce n'est pas le choix qu'ont fait les dirigeants du PT en s'orientant vers la construction d'un parti fédératif réformiste, le POI, niant l'un des enseignements essentiels de la Commune que Lénine avait su mettre en pratique.

(source : les extraits des œuvres de Marx, Engels, Lénine et Trotsky proviennent de documents téléchargés à partir du site Internet Les archives Internet des marxistes.)